

# Regain du sentiment pro-européen après le Brexit

« Le Monde » publie les résultats d'une enquête IFOP menée dans six pays européens. Le regard porté sur le vote des Britanniques le 23 juin est très sévère. Les personnes sondées espèrent une réaction de Bruxelles

**U**n seul Etat vous manque... La tempête du Brexit suscite un regain du sentiment européen dans plusieurs capitales européennes, selon une enquête organisée dans six pays par l'IFOP pour la Fondation Jean-Jaurès et la Fondation européenne d'études progressistes, publiée par *Le Monde*, vendredi 15 juillet.

En Allemagne, Belgique, Espagne, France, Italie et Pologne, le regard porté sur le vote des Britanniques pour quitter l'Union européenne (UE) est très sévère, mais ce choc suscite l'attente d'une réaction à Bruxelles, qui passe par une concentration autour des pays de la zone euro et un net refus d'un nouvel élargissement, à l'égard de la Turquie comme de l'Ukraine. L'enquête a été réalisée en ligne du 28 juin au 6 juillet.

**Confiance européenne** Après le Brexit, les six pays de l'étude considèrent que « c'est plutôt une bonne chose » d'appartenir à l'UE : cela va de 59 % en Italie à 89 % en Pologne. Le sondage IFOP montre une nette progression du sentiment européen. En France (67 %) comme en Allemagne (81 %), la progression est de près de 20 points par rapport à 2014.

Les principaux pays européens – à l'exception de l'Italie – n'adhèrent pas à une vision pessimiste de l'après-Brexit. Ils sont 54 % en Allemagne, 47 % en Espagne, 44 % en Pologne, 41 % en Belgique, 37 % en France et 36 % en Italie à considérer que « l'UE va repartir sur

de nouvelles bases et sortira renforcée de cette crise ». A contrario, 41 % des Italiens estiment que le départ d'autres pays va provoquer la disparition de l'UE, ce qui est le cas de 32 % des Français et de seulement 19 % des Allemands.

De qui viendra la relance de l'UE ? Les Européens ont peu confiance en leurs dirigeants pour cela. C'est le cas de moins de 30 % d'entre eux en Espagne, en France et en Italie. Ils préfèrent que les autres dirigeants européens et les responsables des institutions européennes (Jean-Claude Juncker, Donald Tusk, Martin Schulz) « engage[nt] une nouvelle relance de la construction européenne ». Une seule exception : les Allemands considèrent que leurs dirigeants sont les mieux à même de résoudre la crise. Ils sont 62 % au pays d'Angela Merkel et seulement 29 % chez François Hollande.

**Une Europe resserrée** Le fédéralisme a mauvaise presse. Mais les Européens attendent une initiative des six pays fondateurs (Allemagne, Benelux, France et Italie) pour « créer autour de la zone euro une Europe plus intégrée politiquement et économiquement ». Près d'un tiers des Polonais et des Espagnols n'y sont pas favorables, mais la très grande majorité de leurs compatriotes en sont partisans : jusqu'à 70 % en Pologne, qui ne fait pourtant pas partie de la zone euro.

Le renforcement des institutions est largement plébiscité, qu'il s'agisse de la création d'un poste de ministre européen des finances ou de l'élection d'un président de l'UE au suffrage universel. Les Allemands sont les moins favorables au ministre européen des finances. Après les soubresauts de la crise grecque en 2015, leur désir d'un tel ministère a baissé de six points en deux ans (de 64 % à 58 %). Ils sont également opposés – comme les Espagnols – à la création d'une armée européenne, souhaitée par les Polonais, les Italiens, les Belges et les Français.

**L'euro plébiscité** La baisse de la livre après le référendum britannique permet de trouver des vertus à un euro malmené et mal-aimé depuis la crise des dettes souveraines européennes. Plus des deux tiers des personnes interrogées ne veulent pas d'un retour à une monnaie nationale, à l'exception de l'Italie, où la majorité n'est que de 57 %. En Allemagne, 44 % des sondés souhaitaient un retour au mark en 2014, ils ne sont plus que 33 % désormais. Cela est frappant dans la génération la plus active des 35-49 ans, qui était à 51 % favorable à un retour au mark en 2014. Ils sont

35 % aujourd'hui. La nostalgie de la monnaie nationale a baissé de neuf points en France, de sept points en Belgique et de trois en Espagne. Le rejet de l'euro a progressé seulement en Italie, de sept points en deux ans.

**Non à l'élargissement** Dans les six pays sondés, le rejet de tout nouvel élargissement de l'UE est massif. La Turquie concentre les crispations avec, en France et en Allemagne, quasiment neuf personnes sur dix opposées aux discussions avec Ankara, qui viennent pourtant d'être relancées, en raison des accords avec la Turquie dans la crise des réfugiés. Les Européens interrogés sont également plutôt contre une adhésion de l'Ukraine ou de l'un des pays des Balkans. En France et en Allemagne, moins d'un tiers de la population est favorable à une entrée de l'Ukraine. La Pologne, qui a rejoint l'Union en 2004, est majoritairement en faveur d'une adhésion de l'Ukraine (55 %) ou d'un des pays des Balkans (58 %).

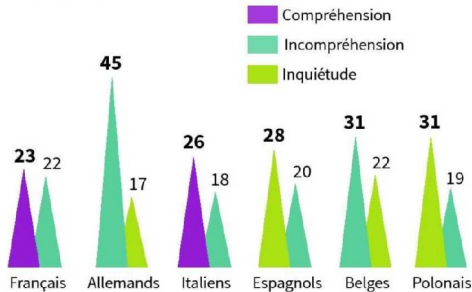
Les Européens préfèrent envisager des partenariats économiques avec l'Ukraine et les Balkans. Les réticences à l'égard de la Turquie restent fortes en France, en Allemagne, en Belgique et en Italie, 42 % à 44 % seulement des habitants sont favorables à une relation économique privilégiée. La Pologne (56 %) et l'Espagne (59 %) entretiennent moins de défiance vis-à-vis d'échanges avec Ankara.

**Pas de concessions aux Britanniques** Les Européens interrogés sont globalement assez sévères avec les Britanniques. Ils jugent pour la plupart que le Brexit va « affaiblir l'économie » du Royaume-Uni. Les Allemands sont beaucoup plus pessimistes (69 %) que les Français (55 %). Alors que plusieurs dirigeants européens ont pressé le nouveau gouvernement britannique d'accélérer le processus de sortie de l'UE, les personnes sondées en Allemagne, en France et en Espagne demandent de l'intransigeance vis-à-vis de Londres. Une majorité estime que le Royaume-Uni ne doit bénéficier d'aucun statut spécifique dans les domaines économiques et commerciaux à l'issue du Brexit ; 47 % des Italiens et des Belges sont également sur cette ligne. La Pologne est la plus tolérante envers le Royaume-Uni – où 800 000 Polonais travaillent –, avec 52 % des sondés qui considèrent que l'UE doit se montrer assez conciliante en maintenant des accords économiques et commerciaux préférentiels avec Londres. ■

NICOLAS CHAPUIS ET ALAIN SALLES

Les deux principaux sentiments ressentis par nationalité face au vote majoritaire des Britanniques en faveur de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (UE)

EN % PAR NATIONALITÉ

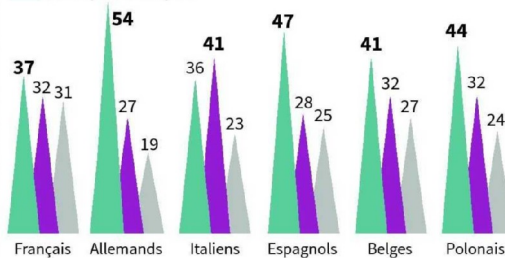


### Face au Brexit, regain du sentiment européen

Pensez-vous qu'à la suite de la sortie du Royaume-Uni de l'UE ?...

EN % PAR NATIONALITÉ

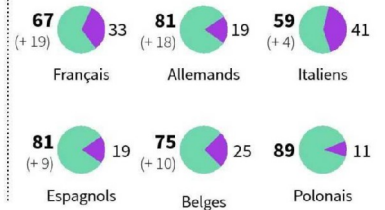
... l'UE va repartir sur de nouvelles bases et en sortira renforcée  
 ... d'autres pays vont quitter l'UE, ce qui aboutira à sa disparition  
 Ne se prononce pas



Diriez-vous qu'aujourd'hui pour votre pays, c'est plutôt une bonne ou une mauvaise chose d'appartenir à l'Union européenne ?

UNE BONNE CHOSE, EN %  
 UNE MAUVAISE CHOSE, EN %

(+ X) ÉVOLUTION DEPUIS JANVIER 2014, EN POINTS

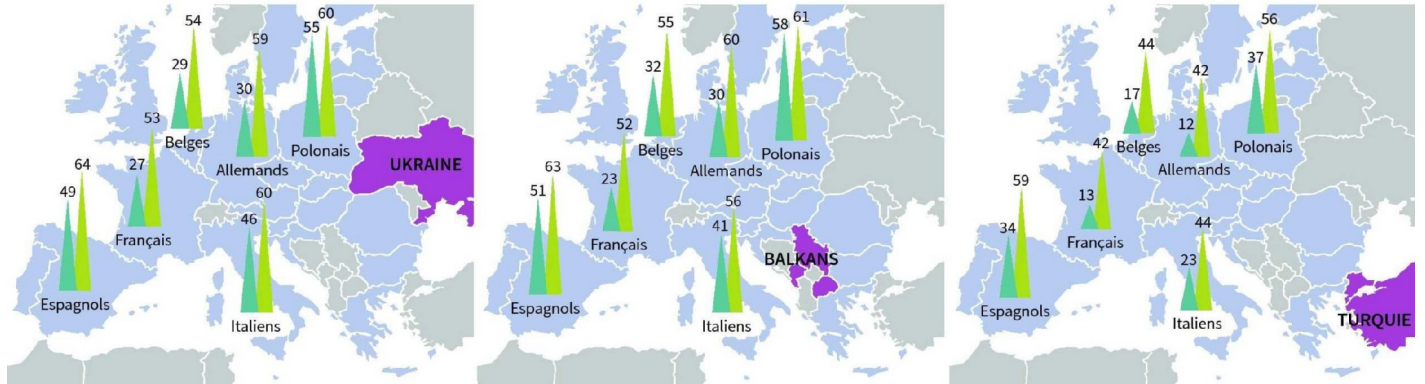


### Contre un élargissement de l'Union

Vous personnellement, seriez-vous plutôt favorable à ce que l'Ukraine, des pays des Balkans (comme la Serbie, la Macédoine ou le Monténégro) et la Turquie...

... entrent dans l'Union européenne ... fassent partie d'une zone d'échanges économiques privilégiés avec l'Europe

EN % D'OPINION « PLUTÔT FAVORABLE » PAR NATIONALITÉ



SOURCES : FONDATION EUROPÉENNE D'ÉTUDES PROGRESSISTES ET FONDATION JEAN-JAURÈS, IFOP ; INFOGRAPHIE LE MONDE

Etude de la Fondation Jean-Jaurès et de la Fondation européenne d'études progressistes, réalisée par l'IFOP à partir de six échantillons (d'environ 1 000 personnes) représentatifs de la population nationale âgée de 18 ans et plus, selon la méthode

## LE CONTEXTE

### SONDAGE

Le Monde publie, vendredi 15 juillet, une enquête organisée, après le référendum sur le Brexit au Royaume-Uni, dans six pays européens (Allemagne, Belgique, Espagne, France, Italie et Pologne) par l'IFOP pour la Fondation Jean Jaurès et la Fondation européenne d'études progressistes. L'enquête a été réalisée en ligne du 28 juin au 6 juillet, avec un échantillon d'environ 1 000 personnes dans chaque pays. Elle est publiée en partenariat avec *Le Soir*, *El País*, *Süddeutsche Zeitung* et *La Repubblica*.

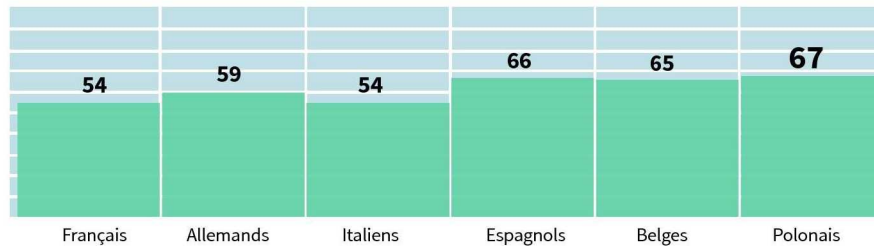
## BREXIT

Le mot « Brexit », contraction de *British exit*, signifie la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (UE), en référence au « Grexit », évoqué durant l'été 2015 lors de la crise grecque. Le 23 juin, les Britanniques ont choisi, à 51,9%, de quitter l'Union européenne. Quelques heures plus tard, M. Cameron a indiqué qu'il démissionnait. Il avait annoncé le 23 janvier 2013 l'organisation d'un référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union européenne, pour satisfaire les eurosceptiques du parti conservateur. Le 13 juillet, Theresa May, précédemment ministre de l'intérieur, lui succède à la tête du gouvernement britannique.

### Rester en Europe et pour l'euro

Personnellement, souhaitez-vous qu'un référendum sur le maintien ou la sortie de l'Union européenne soit organisé dans votre pays ?

EN % DE RÉPONSES NÉGATIVES



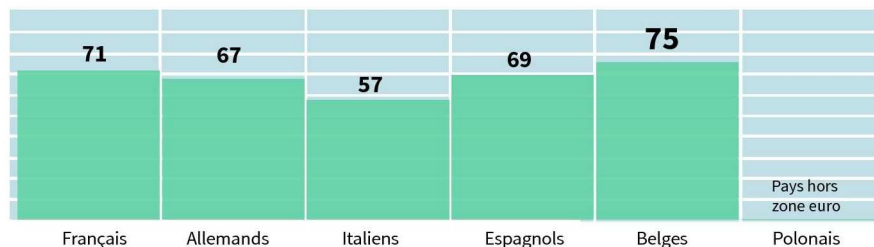
Si un tel référendum était organisé dans votre pays, voteriez-vous ?

■ Pour le maintien dans l'Union européenne  
■ Pour la sortie de l'Union européenne  
■ Ne se prononce pas



Souhaitez-vous que votre pays abandonne l'euro et revienne à la monnaie nationale ?

EN % DE RÉPONSES NÉGATIVES



ode des quotas, interrogés en ligne du 28 juin au 6 juillet 2016.

## « Marine Le Pen a mangé son pain blanc avant le vote britannique »

Pour le directeur de l'IFOP, Jérôme Fourquet, le Brexit a provoqué un « contrecoup et un réflexe de prudence de l'opinion »

### ENTRETIEN

**P**our Jérôme Fourquet, directeur du département opinions de l'IFOP, les Français considèrent majoritairement que les Britanniques ont réalisé « une très mauvaise opération » avec le Brexit.

**Le FN, qui a soutenu les partisans du Brexit et demande l'organisation d'un tel référendum en France, sort-il renforcé du vote britannique ?**

Pour la première fois, le camp des souverainistes a remporté une large victoire en Europe. Le Brexit a montré qu'un pays peut faire le choix démocratiquement de sortir de l'Union européenne. Mais la principale question est de savoir comment la situation va désormais évoluer pour les Britanniques.

L'un des enseignements majeurs de l'enquête, c'est que les opinions publiques des pays concernés jugent pour

l'instant que le Brexit aura des conséquences négatives pour le Royaume-Uni. Ils considèrent que les Britanniques font une très mauvaise opération et qu'il est urgent de ne pas commettre la même erreur chez nous. En France, il y a un regain d'intérêt pour l'Union européenne. Marine Le Pen a peut-être mangé son pain blanc avant le Brexit. Car il y a désormais un contrecoup et un réflexe de prudence de l'opinion qui plaide majoritairement pour une relance de la construction européenne sous l'impulsion des pays fondateurs.

**Il y a d'ailleurs un recul du nombre de personnes qui veulent sortir de l'euro...**

A chaque fois qu'il y a de fortes tensions économiques, le souhait de retour à la monnaie nationale diminue. C'était valable après la crise de 2008, au moment de la crise grecque... Même si le Royaume-Uni n'était pas dans la zone euro, son dé-

part de l'UE est vécu comme un risque d'instabilité. On constate donc ce même phénomène de rétractation aujourd'hui. En France, il est assez fort. En janvier 2014, 38 % des personnes sondées souhaitent un retour au franc. Dans notre enquête post-Brexit, ce taux chute de 9 points avec seulement 29 % de partisans de la sortie de l'euro. En revanche, un profond clivage social demeure. Dans les catégories popu-

laires, quasiment une personne sur deux est favorable au retour au franc alors qu'on est seulement à 17 % dans les professions intermédiaires, 16 % chez les retraités, et 15 % chez les cadres supérieurs. Pour les partisans de l'UE, cela constitue donc un gros défi : comment faire réadhérer les couches populaires au projet européen ?

**François Hollande peut-il se servir du Brexit pour essayer de rebondir grâce à des initiatives sur la relance du projet européen ?**

Cette situation peut représenter une opportunité politique à la manière de Nicolas Sarkozy, après la crise financière de 2008, qui s'était servi de la présidence française de l'UE pour impulser une dynamique. Mais l'enquête montre que seulement 29 % des Français font confiance aux dirigeants de notre pays pour relancer

la construction européenne. C'est à peine mieux que les Espagnols et les Italiens, alors que la France est censée être désormais la deuxième puissance économique de l'Union. Les Français ne se conçoivent pas comme la locomotive qui va pouvoir relancer le processus européen. Fait cruel, davantage de Français font confiance aux

dirigeants des autres pays (38 %, à savoir principalement [la chancelière allemande] Angela Merkel. C'est un camouflet pour François Hollande. Il peut, avec son habileté politique, faire des propositions audacieuses et en tirer bénéfice. Mais, à l'heure actuelle, les conditions politiques dans l'opinion ne sont pas réunies. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR N. CH.

## L'euroscpticisme est en déclin, même à l'extrême droite

L'attachement à l'UE progresse au sein des partis de la gauche radicale

Et si les euroscptiques étaient, à court terme, les premiers perdants du Brexit, la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (UE) ? L'enquête réalisée par l'institut IFOP pour la Fondation Jean-Jaurès et la Fondation européenne d'études progressistes, et publiée vendredi 15 juillet par *Le Monde*, montre que l'effet domino souhaité notamment par les partis d'extrême droite en Europe attendra.

Les opinions publiques des six pays sondés (France, Allemagne, Espagne, Italie, Belgique et Pologne) sont majoritairement opposées à l'organisation chez eux d'un référendum sur le maintien dans l'UE. Les Français et les Italiens sont 54 % à rejeter une telle consultation. Le chiffre est encore plus élevé chez les Allemands (59 %), les Belges (65 %), les Espagnols (66 %) et les Polonais (67 %).

Les intentions de vote à un éventuel scrutin sont encore plus claires. Seuls 26 % des Français déclarent qu'ils voteraient pour la sortie de l'UE. Ils ne sont qu'environ 18 % en Allemagne, en Espagne ou en Belgique. La part des personnes qui ne se prononcent pas est cependant relativement élevée, oscillant selon les pays entre 16 % et 21 %. Une marge de manœuvre pour les partis euroscptiques, qui progressent partout en Europe.

### Reflux au FN

Cependant, ces formations souverainistes voient un regain du sentiment européen au sein même de leur électorat, dans la foulée du Brexit. En France, chez les personnes qui votent pour le Front national (FN), on constate ainsi une évolution de 5 points en faveur de

l'idée selon laquelle appartenir à l'UE serait une bonne chose, entre novembre 2014 et juin 2016. Le mouvement est encore plus spectaculaire chez les personnes qui votent pour Alternative für Deutschland (AfD), le parti d'extrême droite allemand (+ 24 points).

L'analyse du souhait d'un retour à la monnaie nationale montre également un léger reflux parmi les électeurs du FN, de 67 % à 63 %, entre 2014 et 2016. Mais surtout, cette question économique montre une rupture radicale avec les électeurs du parti Les Républicains, qui ne sont que 15 % (moins 10 points depuis 2014) à vouloir que le franc remplace l'euro.

La rupture est similaire en Allemagne, où les électeurs de l'AfD sont 73 % à plébisciter le mark contre seulement 22 % chez ceux de la démocratie-chrétienne (CDU) de la chancelière Angela Merkel. La porosité sur les sujets économiques semble bien plus grande en Italie entre l'extrême droite (Ligue du Nord), les conservateurs (Forza Italia) et les populistes (Mouvement 5 étoiles). Une majorité de leurs électeurs souhaite à chaque fois un retour à la lire.

De l'autre côté du spectre politique, dans les partis de la gauche radicale, l'attachement des électeurs à l'UE semble progresser également après le Brexit. Entre novembre 2014 et juin 2016, le sentiment pro-UE monte de 20 points parmi les personnes qui votent pour le Front de gauche (70 %) et de 23 points chez les électeurs de Die Linke en Allemagne (75 %). Un avertissement pour les candidats tentés par une campagne fondée sur l'euroscpticisme. ■

N. CH.

# L'Italie atteinte d'« euroschizophrénie »

## 43 % des sondés veulent le retour à la lire

ROME - correspondant

Confus, déçus et contradictoires. C'est ainsi qu'apparaissent les Italiens à la lecture du sondage IFOP pour la Fondation Jean-Jaurès. Ils sont à peu près en tête dans toutes les catégories. Vingt-quatre pour cent d'entre eux jugent « très grave » le Brexit (contre 13 % des Français), mais ils ne sont que 26 % (contre 40 % des Polonais) à en redouter les effets économiques. S'ils ne sont que 41 % à avoir confiance dans les présidents des institutions européennes, ils plébiscitent à 59 % la création d'une armée européenne ou à 65 % la création d'un poste de ministre de l'économie de l'UE. Cinquante-six pour cent estiment que l'appartenance à l'Union est « une bonne chose », mais ils sont 46 % à vouloir un référendum pour en sortir, et 43 % pour un retour à la lire.

Alors que l'Italie fêtera en 2017 le soixantième anniversaire du traité de Rome, qui entérine la création de la Communauté économique européenne, tout se passe comme si la population, bercée depuis plus de trente ans par les discours anti-européens de la Ligue du Nord, hésitait entre la fierté d'appartenir à un ensemble institutionnel, économique et politique dont l'Italie est un membre fondateur et la tentation du repli sur soi.

### Plans de rigueur

Autrefois europhiles voire euroenthousiastes, convaincus d'être grâce à l'Europe assis à la table des grands, les Italiens ont glissé vers l'euroscpticisme, voire vers une franche hostilité à la construction européenne, même si 82 % soutiennent une initiative des pays fondateurs pour faire « avancer l'Europe ».

La crise, dont le pays n'est sorti qu'après trois longues années de récession, et les plans de rigueur réussis pour un montant de près de 300 milliards d'euros sont passés par là. L'ancien président du Conseil Silvio Berlusconi a rejeté la responsabilité de l'austérité sur Bruxelles. L'actuel chef du gouvernement, Matteo Renzi, exalte « l'Europe d'Erasmus » et dénigre « l'Europe des comptables ». Seuls Mario Monti, qui a occupé le poste entre novembre 2011 et avril 2013, et son successeur jusqu'en octobre 2014,

Enrico Letta, ont affirmé que les efforts pour contenir la dette (plus de 2 000 milliards d'euros, 132 % de PIB) étaient un service rendu aux Italiens, et non un asservissement vis-à-vis des financiers bruxellois.

Alors que le discours anti-européen était porté par la seule Ligue du Nord, le succès du populiste Mouvement 5 étoiles (M5S) de Beppe Grillo a fait des émules. Les « grillinis », alliés au Parlement européen au UKIP de Nigel Farage (un des artisans du Brexit, qui a démissionné de la présidence du parti), ont fait de leur critique de l'Europe un de leurs arguments électoraux. A la veille de la victoire du « Leave » britannique, M. Grillo avait souligné sa différence en expliquant qu'il voulait « réformer l'Europe de l'intérieur ». Malgré cette précision tardive, 43 % de ses sympathisants sont partisans d'un « Italexit ».

La droite s'est positionnée sur ce créneau porteur. Les postfascistes de Fratelli d'Italia sont majoritairement sur la ligne d'une sortie de l'Europe, tout comme 60 % des électeurs de la Ligue du Nord. A Forza Italia, le parti de M. Berlusconi, 50 % se disent attachés à l'Europe, contre 80 % des électeurs de gauche. De juin 2011 à juillet 2016, ceux qui veulent un retour à la lire sont passés de 31 % à 43 %. Les moins de 35 ans, les moins diplômés, les habitants du Sud, les électeurs de droite et du M5S sont les plus farouches partisans de ce retour en arrière.

Hétéroclite, ce front anti-européen recoupe presque exactement le front anti-Renzi, qui rêve de faire tomber le premier ministre à l'occasion du référendum institutionnel qui sera organisé à l'automne sur les nouveaux pouvoirs du Sénat. Le chef du gouvernement a engagé sa responsabilité et promis de démissionner en cas d'échec. Dès lors, difficile de faire le tri entre les convictions et les arrière-pensées des uns et des autres, qu'il s'agisse des responsables de partis ou des citoyens sondés par l'IFOP. L'euroscpticisme des soutiens de M. Berlusconi ou de M. Grillo ne saurait être comparé à l'anti-européisme historique de la Ligue du Nord ou de la droite postfasciste. Seules des préoccupations tactiques et conjoncturelles les rapprochent. ■